Loi fédérale sur la protection des marques et des indications de provenance

(Loi sur la protection des marques, LPM)

Modification du 16 décembre 1994

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu le message du Conseil fédéral du 19 septembre 1994¹⁾, arrête:

T

La loi du 28 août 1992²⁾ sur la protection des marques est modifiée comme suit:

Art. 72, al. 2, 2bis et 2ter

^{2bis} Si les circonstances le justifient, l'Administration des douanes peut retenir les produits en cause durant un délai supplémentaire de dix jours ouvrables au plus. ^{2ter} Si la rétention des produits risque d'occasionner un dommage, l'Administration des douanes peut exiger du requérant qu'il fournisse des sûretés adéquates.

II

² Afin de permettre au requérant d'obtenir des mesures provisionnelles, l'Administration des douanes retient les produits en cause durant dix jours ouvrables au plus à compter de la communication selon le 1^{er} alinéa.

¹ La présente loi est sujette au référendum facultatif.

² Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

¹⁾ FF 1994 IV 995

²⁾ RS 232.11

Conseil des Etats, 16 décembre 1994

Le président: Küchler Le secrétaire: Lanz Conseil national, 16 décembre 1994

Le président: Claude Frey Le secrétaire: Duvillard

Date de publication: 27 décembre 19941)

Délai référendaire: 27 mars 1995

N11264

Loi fédérale sur la protection des marques et des indications de provenance (Loi sur la protection des marques, LPM) Modification du 16 décembre 1994

In Bundesblatt

Dans Feuille fédérale

In Foglio federale

52

Jahr 1994

Année Anno

Band 5

Volume Volume

Heft

Cahier

Numero

Geschäftsnummer

Numéro d'affaire

Numero dell'oggetto

Datum 27.12.1994

Date

Data

Seite 1073-1074

Page

Pagina

Ref. No 10 108 028

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les. Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.